



ÉTUDES, REPORTAGES, RÉFLEXIONS

# LES CONSÉQUENCES DU SCHISME RUSSO-OCCIDENTAL

› **Thomas Gomart**

**E**n Russie comme en Occident, les symboles historiques servent souvent à justifier les choix fatidiques (1). Neuf mois après les faits, Vladimir Poutine est revenu sur les conditions de « réunification historique » de la Crimée à la Russie, en disant que la péninsule revêtait une « importance stratégique » comme « source spirituelle » de la nation russe. Se référant au baptême de Vladimir le Grand à Cherson, il souligna, à cette occasion, la valeur sacrée de la Crimée pour la Russie « comme le mont du Temple à Jérusalem pour les fidèles de l'islam et du judaïsme » (2).

Le conflit en Ukraine résulte d'un schisme, qui fait rejouer de profondes lignes de faille entre pouvoirs temporel et spirituel, entre civilisations et États. Ces temporalités différentes précipitent le repositionnement international de la Russie et le retour de la guerre en Europe. En moins d'un an, la Russie aura ainsi connu les Jeux olympiques de Sotchi, l'annexion de la Crimée, les opérations au Donbass et la dépré-

Thomas Gomart est directeur du développement stratégique de l'Institut français des relations internationales (Ifri) et de la collection « Russie.Nei.Visions » ([www.ifri.org](http://www.ifri.org)).  
› [gomart@ifri.org](mailto:gomart@ifri.org)



ciation du rouble de plus de 50 %. Sans le reconnaître ouvertement, elle est désormais engagée dans une guerre limitée, tout en subissant une violente crise économique liée à la baisse du pétrole de presque 50 % entre juin et décembre 2014. Intervient simultanément une recomposition violente du Moyen-Orient avec l'irruption de Daesh.

Fondamentalement, le schisme russo-occidental trouve son origine dans les rapports compliqués, entretenus par Washington, Londres, Paris et Moscou avec les pays arabes, l'Iran, la Turquie et Israël. C'est une vieille histoire qui repose la « question russe » et la « question d'Orient » en imbriquant les enjeux de sécurité de l'Europe et ceux du Levant. Ces deux théâtres sont reliés, les ondes de choc passant de l'un à l'autre. Avec soudaineté, cette interpénétration non linéaire redistribue les cartes entre Russes, Américains et Européens, tout en bénéficiant aux Chinois, qui poursuivent leur montée en puissance sans s'impliquer directement. Autrement dit, le schisme russo-occidental provoque des effets paradoxaux dont on mesure mal la portée sur le fonctionnement du système international.

### Les raisons du schisme

Pour présenter la phase actuelle, les médias recourent souvent à la guerre froide au risque de fausser la perspective. En réalité, le schisme russo-occidental fait rejouer une ligne de faille historique entre empire d'Occident et empire d'Orient, faisant du dialogue religieux une composante d'une éventuelle sortie de crise. Plus près de nous, le comportement de la Russie ne saurait se comprendre sans croiser les héritages impérial et soviétique ; la relecture de la guerre de Crimée (1854-1856), qui se solda par une lourde défaite de la Russie tsariste face aux Ottomans, aux Français et aux Britanniques, est indispensable dans le contexte actuel (3). Elle permet d'identifier des permanences historiques toujours à l'œuvre : protection des chrétiens d'Orient, accès aux lieux saints, logique expéditionnaire franco-britannique et équilibre entre chrétiens et musulmans dans l'espace pontique.



### Raisons conjoncturelles

Au début de la guerre civile syrienne en mars 2011, qui aurait parié sur la capacité de survie de Bachar al-Assad ? Sans aucun doute Moscou, qui n'avait aucun intérêt à voir tomber son principal point d'appui au Moyen-Orient (4). L'influence de la Russie dans la zone était volontiers sous-estimée aux États-Unis et en Europe (5). En réalité, Moscou n'a jamais cessé d'exercer son influence en prenant soin de se distinguer des positions occidentales. Pour ce faire, elle a su alimenter ses relations avec la Syrie, l'Iran, la Turquie et Israël, tout en maintenant des liens avec les pays arabes (6). Elle est parvenue à mener une politique régionale sans entrave bilatérale. Un haut responsable saoudien le reconnaissait récemment en déclarant qu'à la différence des puissances occidentales, la Russie avait une vision claire de « ce qu'il ne fallait pas faire » dans la région (7).

Les « printemps arabes » marquent une double rupture pour Moscou. Pour le Kremlin saisi de fièvre obsidionale, la « transition démocratique » ne vise qu'à faciliter des changements de régime favorable aux intérêts américains. Tout mouvement populaire dans sa périphérie est perçu par la Russie comme une menace. À l'intérieur, le tour de passe-passe de septembre 2011 entre Vladimir Poutine et Dmitri Medvedev a entraîné des manifestations inattendues, qui révélèrent les aspirations démocratiques des classes moyennes urbaines russes. Le Kremlin parvint à contrer la contestation sans recourir à la force ; Vladimir Poutine fut largement réélu en mars 2012. À l'extérieur, l'intervention de l'Otan en Libye, principalement conduite par Paris et Londres, fit l'objet de vives critiques de sa part ; il dénonça les « appels médiévaux à la croisade » assimilée à un « aventurisme » géopolitique occidental déstabilisant les fragiles équilibres régionaux.

La seconde raison conjoncturelle tient à l'évolution du régime de Vladimir Poutine depuis mars 2012. Le destin des autocrates – l'exil ou la mort – inquiète visiblement le président russe, qui voit la main de la CIA dans tout mouvement populaire. Les États-Unis chercheraient par ce biais à priver la Russie de sa zone d'influence et à l'abattre. Les conditions de sa réélection combinées à la stagnation de l'économie russe ont entraîné un durcissement du régime, qui



s'est traduit par une mobilisation des élites et de l'opinion sur un discours nationaliste. Cette mobilisation a pris une tournure nouvelle avec l'annexion de la Crimée et les opérations militaires dans le Donbass. Il va sans dire que la forte chute du pétrole et la spectaculaire dépréciation du rouble accentuent la pression sur le Kremlin, qui va devoir trouver des boucs émissaires. Même si la Russie était au bord de la récession avant l'instauration des sanctions économiques occidentales, ces dernières aggravent la situation en l'isolant. Les sanctions ont un impact, qui entraîne un raidissement du Kremlin. Elles lui permettent d'instrumentaliser son antagonisme avec l'Occident à des fins intérieures et extérieures. Tout cela reste hautement inflammable.

### Raisons idéologiques

L'Europe post-moderne peine à comprendre les logiques qui travaillent le système russe. Orthodoxie et puissance en sont le cœur et le poumon. Vladimir Poutine relie l'héritage byzantin à des positionnements diplomatiques. L'Église orthodoxe contribue directement à son influence extérieure, en particulier dans son « étranger proche » (8). La puissance (*derjavnost'*) fait l'objet d'un large consensus au sein des élites russes, qui partagent une lecture fondamentalement géopolitique de leur histoire. Elle plonge ses racines dans l'historiographie de la *Rus*, basée sur la *Chronique du temps jadis* et rédigée au début du XII<sup>e</sup> siècle. Ce texte fondateur a fait l'objet de multiples interprétations, mais il introduit, comme le remarque fort justement Michel Heller, une logique « géopolitique » dans l'historiographie russe en donnant une description minutieuse de la « route menant des Varègues aux Grecs » (9).

Ce fil rouge « géopolitique » parcourt les siècles et se retrouve aujourd'hui dans le projet porté par Vladimir Poutine d'Union économique eurasiatique (Russie, Biélorussie et Kazakhstan) entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015 (10). Eurasisme et eurasianisme demeurent des notions floues, qui traduisent moins un attachement à l'Asie qu'une forme de protestation contre ce que les Russes perçoivent comme une humiliation historique venant de l'Ouest (11). Dans les



années quatre-vingt-dix, les deux ministres principaux des Affaires étrangères de Boris Eltsine – Andreï Kozyrev et Evgueni Primakov – incarnèrent les deux courants traditionnels de la politique étrangère russe. Le premier (octobre 1990-janvier 1996) était favorable à une intégration de la Russie dans les structures euro-atlantiques afin de rejoindre « le monde civilisé ». Le second (janvier 1996-septembre 1998) considérait que la Russie n'était pas seulement un pays européen aspirant à nouer un partenariat étroit avec l'Occident, mais un pays réunissant en lui l'Europe bien sûr, ainsi que l'Orient musulman et l'Asie. À partir de cette identité complexe, Evgueni Primakov théorisa la diversification de la politique étrangère russe en préconisant l'établissement d'un triangle Moscou-Dehli-Pékin. La Chine devint une priorité. À l'époque, l'Occident accorda un intérêt poli à cette ambition en considérant qu'elle était hors de portée d'un pays en crise profonde. Sûr de lui et dominateur, l'Occident négligea les avis de Moscou pour stabiliser les Balkans. Parallèlement, Evgueni Primakov s'efforça de ramener la Russie sur la scène moyen-orientale. Arabisant au vaste carnet d'adresses, il réactiva les contacts avec les pays arabes hérités de la période soviétique (Égypte, Syrie, Irak). En parallèle, il noua des liens étroits avec la Turquie et Israël, dessinant ainsi « un subtil triangle Moscou-Ankara-Jérusalem » (12) basé sur une hostilité aux mouvements islamistes radicaux et des coopérations économiques ciblées. Vladimir Poutine a su faire fructifier cet héritage primakovien.

Cet héritage est aussi intellectuel, et beaucoup plus structurant chez Vladimir Poutine que les élucubrations géopolitiques d'Alexandre Douguine. Evgueni Primakov formula une vision multipolaire du monde. Il railla avec efficacité la *doxa* géopolitique américaine des années quatre-vingt-dix destinée, selon lui, à imposer une vision binaire du monde : d'un côté un pôle de civilisation dominé par les États-Unis au nom des valeurs libérales ; de l'autre, le chaos avec des pays oscillant entre autoritarisme et sous-développement (13). Pour Evgueni Primakov, cette vision était fautive, simpliste et destinée à imposer un ordre auquel la Russie ne devait se soumettre au risque de perdre son identité. À partir de 2003, Vladimir Poutine reprend



ce fil en investissant sur le concept des Bric, qui trouvera sa première traduction diplomatique lors du sommet d'Ekaterinbourg en 2009. 2003 correspond également à l'intervention anglo-américaine en Irak à laquelle Moscou, de concert avec Paris et Berlin, s'oppose. Contrairement à ces deux capitales, Moscou estime faire preuve de cohérence politique au Moyen-Orient.

### Raisons stratégiques

La Russie se conçoit comme une civilisation spécifique ayant des liens privilégiés à la fois avec l'Occident et le monde islamique. Dans cette perspective, elle entretient un dialogue continu avec les deux mondes, afin de décourager les tendances radicales en leur sein. Ces deux mondes doivent parvenir à s'entendre et ne pas imposer leurs systèmes de valeurs aux autres : ni la charia ni la démocratie à l'occidentale ne peuvent prétendre fonder la paix en recourant à la force. S'il le faut, la Russie combat l'islamisme et l'occidentalisme pour défendre sa spécificité. À l'instar d'Evgueni Primakov, Vladimir Poutine prend toujours soin de distinguer le « fondamentalisme » et l'« extrémisme » islamiques, en insistant sur le caractère séculaire de la cohabitation russo-musulmane en Russie. À l'égard de l'Occident, Moscou fustige le recours à la force et aux expéditions en soulignant leur caractère désstabilisant : l'intervention en Irak a eu pour conséquence de détruire le fragile équilibre régional et de réactiver l'antagonisme séculaire entre sunnites et chiïtes. Ce que redoute la Russie par-dessus tout, c'est « la cristallisation d'un front occidental-islamique dans lequel la Russie se retrouverait impliquée » (14). Avec la Syrie, c'est désormais le cas. C'est la raison du soutien sans faille apporté à Damas et de la manœuvre diplomatique empêchant les frappes occidentales en septembre 2013.

La chose militaire est au cœur du système russe (15). Depuis son arrivée au Kremlin, Vladimir Poutine reconstruit les forces armées russes. Son action peut se résumer ainsi : une quête de prestige international rendue possible par la reconstitution d'un outil militaire crédible grâce à la renationalisation du secteur énergétique (16). Si les analystes avaient noté l'importance des ressources allouées aux forces



nucléaires, dans leurs composantes stratégique et tactique, ils avaient probablement sous-estimé les capacités conventionnelles. Ces capacités ont été nettement améliorées depuis la guerre de Géorgie, qui avait déjà consacré le retour de la Russie comme puissance militaire dominante au Caucase. Les opérations en Ukraine relèvent d'opérations de guerre limitée dans un cadre interétatique classique ; elles ont déstabilisé les schémas des puissances occidentales marqués par leurs opérations extérieures hors Europe (17).

Fidèle à la culture stratégique russe, Vladimir Poutine combine une posture défensive et une posture offensive, à partir d'opérations spéciales, d'activités de renseignement et de manœuvres de désinformation. Cette combinaison est garantie par le nucléaire, stratégique et tactique, qui reste l'alpha et l'oméga de la politique de sécurité de Moscou. Il s'agit de contrer une double menace : sur le flanc ouest contre l'Otan et son système antimissiles ; sur le flanc sud contre l'extrémisme sunnite susceptible de déstabiliser le Caucase et l'Asie centrale. La Crimée renforce le dispositif défensif et offensif de la Russie. La péninsule sert de porte-avions naturel en mer Noire : elle permet d'augmenter les capacités de déni d'accès dans l'espace pontique, tout en se dotant de capacités d'allonge vers la scène moyen-orientale (18). D'ici à 2020, la Crimée pourrait accueillir 7 à 10 brigades (19). Sur un plan strictement militaire, sa prise, sans perte, est un coup de maître. En dix ans, s'est opéré un retournement stratégique : dans la suite de l'intervention en Irak, le concept de Wider Black Sea Area structurait une stratégie d'accès vers le grand Moyen-Orient : l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie permettait de renforcer la présence de l'Otan en mer Noire, ainsi que le rapprochement voulu par l'Otan avec la Géorgie et l'Ukraine (20). En définitive, c'est la Russie qui est parvenue à renforcer sa stratégie d'accès, sa présence en Méditerranée et son ombre portée au Moyen-Orient. Sur un plan géopolitique, la Crimée en mer Noire et Kaliningrad sur la Baltique sont deux verrous qui devraient faire l'objet d'une attention toute particulière si elles devaient accueillir des armes nucléaires. Ces deux verrous renforcent mécaniquement la pression militaire russe sur l'Europe orientale.





## Le triangle devient carré

Une des principales conséquences de la crise ukrainienne réside dans la transformation profonde des relations entre les États-Unis, l'Europe et la Russie qu'elle a entraînée en accentuant le poids indirect de la Chine. En effet, le schisme russo-occidental aboutit à une volonté de rapprochement avec Pékin de la part de Moscou, qui rêve d'un directoire à trois avec Pékin et Washington. C'est un rêve solitaire puisqu'il se heurte aux réalités d'une puissance russe écartelée entre ses ambitions et ses moyens réels. La grande stratégie russe aura bien du mal à résister à la chute du pétrole et à la dépréciation du rouble. Les Jeux olympiques de Sotchi de février 2014 marquent sans doute le point culminant du retour d'influence de la Russie, qui va devoir désormais assumer le coût de sa politique étrangère au risque d'une fuite en avant (21).

### Relations russo-américaines

La crise en Ukraine a rappelé la complexité des relations russo-américaines. Elle illustre une forte asymétrie des enjeux en touchant aux intérêts directs de la Russie et indirects des États-Unis. Pour les États-Unis, la Russie est une priorité de rang trois par rapport à la montée en puissance de la Chine et la situation au Moyen-Orient. Pour la Russie, Washington demeure une priorité de rang un, dans la mesure où le *leadership* américain est perçu comme étant le principal facteur de déstabilisation internationale, et un rival cherchant à contrarier le retour de la Russie. Cette fixation s'explique aussi par la crainte de voir Washington encourager des « révolutions de couleur » et des changements de régime dans l'espace post-soviétique, susceptibles de menacer la stabilité du régime russe. Côté russe, le discours a progressivement glissé d'une posture défensive cherchant à détourner l'influence occidentale sur les pays de l'ex-URSS à une posture plus offensive voulant créer un ordre alternatif de sécurité. En ce sens, les réunions des Brics tradiraient la fin du « moment unipolaire » américain. Côté américain, on considère qu'un des enjeux de la crise ukrainienne





est, pour Moscou, de tester la solidité des garanties de sécurité apportées par Washington à leurs alliés européens, en particulier ceux qui ont rejoint l'Alliance en 2004 (22)

La relation entre Washington et Moscou reste fondamentalement dessinée par l'héritage de la guerre froide en dépit de quatre tentatives (sous George Bush, Bill Clinton, George W Bush et Barack Obama), elle n'est pas parvenue à atteindre un stade de maturité et de confiance suffisant pour dépasser la dialectique *containment/engagement*, qui reste centrale dans le discours diplomatique américain (23). Six dossiers structurent les échanges entre les deux pays. Dossier central le nucléaire, qui établit une relation spéciale entre les États-Unis et la Russie et permet à cette dernière de conserver une posture de superpuissance envers la Chine, l'Europe et les puissances émergentes. Ce dossier concerne surtout désormais le projet américain de système anti-missile et de ses conséquences sur la sécurité européenne. Moscou considère qu'il vise moins à se prémunir contre un Iran balistique, comme Washington l'explique, qu'à dégrader sa propre crédibilité nucléaire. Les cinq autres dossiers sur lesquels les deux capitales alternent progrès et revers depuis 1991 sont les suivants : lutte commune contre la prolifération d'armes de destruction massive, équilibre au sein de l'espace post-soviétique, sécurité européenne à travers les transformations de l'Otan, interventions militaires des États-Unis – Moscou considère que Washington est le principal responsable de la déstabilisation du Moyen-Orient – et droits de l'homme. À ce titre, il faut souligner l'existence d'un puissant courant anti-russe aux États-Unis et son pendant anti-américain en Russie, courants faciles à activer en cas de tensions (24) : la guerre froide et ses réflexes sont encore présents dans bien des têtes.

Les relations russo-américaines disposent d'une faible capacité d'entraînement en raison de leur manque de substance économique et de la forte asymétrie des deux économies. La crise du rouble rappelle au Kremlin la prédominance du dollar dans les échanges financiers internationaux. Pour le premier semestre 2014, les États-Unis représentent 3,8 % du commerce extérieur de la Russie, alors que cette dernière représente moins de 1 % de celui des États-Unis. Il va sans



dire que les sanctions prises à l'encontre de la Russie affectent peu les entreprises américaines, à la différence des entreprises européennes, beaucoup plus exposées en Russie. Ces sanctions revêtent une forte portée symbolique à Washington, où tout était prévu, fin mai 2014, pour leur durcissement progressif (25). Les politiques énergétiques respectives constituent l'arrière-plan de cette relation. En effet, la Russie a mal anticipé la révolution des gaz non conventionnels aux États-Unis et leur passage du statut d'importateur à celui d'exportateur en quelques années. Dans le même temps, l'entente américano-saoudienne pour faire chuter les cours, comme dans les années 1980, est fréquemment évoquée à Moscou, même si, officieusement, de hauts responsables russes avouaient, en octobre 2014, ne pas disposer d'éléments tangibles pour étayer cette thèse (26). Comme au temps de la guerre froide, le prix du baril demeure la variable la plus sensible de la relation russo-américaine.

### **Relations russo-européennes**

L'Union européenne représente 50 % du commerce extérieur de la Russie, qui est son troisième partenaire commercial. L'énergie reste cardinale dans les relations russo-européennes, la Russie restant le premier fournisseur de gaz, de pétrole et de charbon des pays de l'Union européenne. Il n'est jamais inutile de rappeler que cette relation énergétique s'est développée au début des années quatre-vingt dans un contexte de fortes tensions avec la crise des euromissiles. Les capitales européennes – Paris, Bonn, Rome, mais aussi Londres – misèrent sur les approvisionnements énergétiques pour faire évoluer leurs relations avec l'URSS au grand dam de Washington. Aujourd'hui, les principales difficultés de cette relation énergétique sont : la baisse de la demande européenne, les conditions d'investissements sous la contrainte des sanctions, l'adaptation du modèle de Gazprom à la législation européenne, sans oublier l'instrumentalisation politique, de part et d'autre, de la notion de sécurité énergétique.

Or la sécurité énergétique de l'Europe se joue principalement au Moyen-Orient. La Russie entretient un rapport fondamentalement différent au monde arabe que les puissances occidentales, en parti-



culier la France et le Royaume-Uni, en raison de cette dimension énergétique. Pour dire les choses rapidement, Moscou est le seul pays membre permanent du Conseil de sécurité qui n'ait pas besoin du Moyen-Orient pour ses approvisionnements énergétiques. Alors que les puissances occidentales ont, depuis 1945, construit une relation avec les pays arabes producteurs basée, à grands traits, sur l'équation suivante – approvisionnements énergétiques, ventes d'armes et tolérance politique – la Russie héritière de l'URSS exerce une influence spécifique. Contrairement à la France et au Royaume-Uni, elle n'a pas participé à la colonisation de cette région à la suite de la chute de l'Empire ottoman, avec lequel elle a pourtant toujours entretenu une forte rivalité historique (27). L'émergence de Daesh concerne directement la Russie en raison du nombre de ses ressortissants qui combattent dans ses rangs. Le 4 décembre 2014, jour du discours de Vladimir Poutine à l'Assemblée fédérale, des affrontements d'une rare violence faisaient plus de vingt morts dans le centre de Grozny en Tchétchénie. Les assaillants se sont réclamés de l'Émirat du Caucase sous les ordres d'Ali Abou Mouhammad. Ce dernier semble profiter de la dynamique de Daesh, qui en septembre 2014 a menacé de déclencher une guerre en Tchétchénie et dans le Caucase pour les libérer de l'emprise de Moscou. La question est de savoir si ce ne sont pas les prémices d'une troisième guerre de Tchétchénie, qui replongerait la Russie dans un cycle de violences sur son territoire. À noter toutefois que la Russie a fait l'objet de nombreux attentats pendant les années deux mille : elle est une des cibles privilégiées du terrorisme islamique.

Plus profondément, la Russie est parvenue à réinventer une politique arabe distincte de celles des Occidentaux, politique active lui permettant de disposer aujourd'hui de nombreuses voies d'accès à la région. Rappelons que Vladimir Poutine a été le premier chef d'État d'un pays non musulman à être admis aux travaux de l'Organisation de la Conférence islamique en 2003 et que le Kremlin avait condamné la publication de caricatures de Mahomet au Danemark en 2005. En dépit de relations historiques très tendues, Moscou s'est employé à améliorer ses relations avec Ryad comprenant que c'était un des facteurs de la stabilisation au Caucase du Nord (28). Contrairement



aux Occidentaux, la Russie a réussi le tour de force de reconnaître le Hamas et de bénéficier de l'abstention d'Israël lors de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant l'annexion de la Crimée. Israël n'a pas pris de sanctions contre la Russie et poursuit une coopération militaire, qui aurait permis la livraison de drones décisifs pour le succès de la campagne ukrainienne (29). Récemment, Vladimir Poutine est parvenu à resserrer les liens avec la Turquie de Recep Tayyip Erdogan et l'Égypte d'Abdel Fattah al-Sissi, tout en continuant à jouer un rôle clé dans les négociations avec l'Iran et le maintien au pouvoir de Bachar al-Assad. Force est de reconnaître l'agilité et l'efficacité de Moscou au Moyen-Orient malgré des moyens limités. À cela s'ajoute – ultime pied de nez aux Européens – le rôle de protecteur des chrétiens d'Orient à un moment où ils sont persécutés en Irak et en Syrie.

### **Relations russo-chinoises**

La grande dissemblance entre la guerre froide et la période actuelle réside dans le chassé-croisé qui s'est opéré entre les puissances chinoise et russe. En 1991, les deux économies étaient de taille comparable. Aujourd'hui, l'économie russe représente un cinquième de l'économie chinoise. Le fonctionnement du système international à moyen terme dépend à la fois de la nature de la relation sino-russe et du point d'équilibre entre la Chine, la Russie et les États-Unis. Chez les stratégestes, existe une école qui table, depuis plusieurs années, sur la constitution d'un axe sino-russe destiné à contester ouvertement le *leadership* américain (30). Une autre école souligne, au contraire, à quel point les relations sino-russes sont lourdes d'arrière-pensées et s'apparentent à un arrangement opportuniste (31). Depuis 2008, la Russie se présente volontiers comme une puissance euro-pacifique appelée à pivoter vers l'Asie pour profiter de dynamiques économiques plus porteuses dans cette région du monde qu'en Europe. Certes, en 2012, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de la Russie et représente aujourd'hui 11 % de son commerce extérieur (le Japon et la Corée du Sud représentent respectivement 3,9 % et 3,4 %). Il n'en demeure pas moins que cette réorientation a surtout valeur d'affichage ; elle doit



permettre à Moscou de donner corps à son projet de pôle de puissance indépendant associant des pays de l'espace post-soviétique (32). Fin mars 2014, lors du vote de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies dénonçant le rattachement de la Crimée à la Russie, sur les 193 États membres, 58 pays se sont abstenus au premier rang desquels figurait la Chine.

En raison de leur poids économique, politique et démographique, de leurs ressources et besoins respectifs, la Chine et la Russie disposent d'un pouvoir de structuration du marché énergétique. Depuis 2013, la Chine est la principale consommatrice d'énergie au monde et son niveau de demande est appelé à croître ce qui oblige Pékin à diversifier son *mix* énergétique en augmentant notamment ses importations de gaz. L'accord gazier sino-russe signé en mai 2014 fait l'objet de nombreuses interrogations, portant sur les conditions tarifaires. Vladimir Poutine l'a instrumentalisé sur le plan diplomatique, afin de montrer qu'il existait une alternative orientale à l'ancrage occidental traditionnel de la Russie. Il n'en demeure pas moins que les deux pays devraient naturellement accentuer leur intégration énergétique au cours de la prochaine décennie en raison des besoins chinois et de la volonté russe de mettre en production des champs de Sibérie orientale (33).

La Chine et la Russie représentent aujourd'hui la deuxième et troisième dépense militaire mondiale, loin derrière celle des États-Unis. Les deux pays suivent une courbe ascendante depuis plus de dix ans pendant que les pays européens contractent leur dépense militaire en raison de la crise. Dans le domaine numérique, les deux pays développent de fortes capacités défensives et offensives, s'opposent au modèle « multi-acteurs », critiquent ouvertement l'ambivalence fondamentale des États-Unis et contestent leur suprématie dans le système actuel de gouvernance d'Internet (34). Sur le plan idéologique, la Chine et la Russie préconisent une alternative statorcentriste et souverainiste par opposition au libéralisme politique prôné par les Occidentaux, de manière parfaitement hypocrite à leurs yeux. Pour certains, le « consensus de Pékin » devrait remplacer, à terme, le « consensus de Washington » faisant du capita-



lisme d'État autoritaire un cadre de réussite possible sans suivre le modèle démocratique libéral (35). On l'oublie à tort, mais la Russie et la Chine partagent une double expérience historique : celle du communisme et la perception d'humiliations infligées par les Occidentaux. Cela explique l'insistance de Moscou à faire des Brics un contrepoids durable à l'influence occidentale et un moyen de rééquilibrer la gouvernance mondiale en sa faveur. L'idéologie guide la diplomatie, mais se heurte à une réalité brutale : si elle continue dans cette voie, la Russie se met en situation de *junior partner* par rapport à la Chine à horizon de dix ans. Au regard de son histoire, ce serait aussi une rupture historique fondamentale.

La crise en Ukraine est le résultat conjoncturel d'une transformation structurelle. Le rapport entre la Russie et l'Occident ne doit pas seulement se concevoir en fonction de l'héritage de la guerre froide, mais aussi en fonction d'un schisme plus profond. De part et d'autre, l'idéologie, centrale dans cet affrontement, fait rejouer deux lignes de faille : la notion d'Occident et le rapport au monde arabe. Pour Vladimir Poutine, ce qui importe envers et contre tout, c'est l'histoire de la grandeur russe. Convaincu du caractère inéluctable du déclin occidental, il a choisi d'incarner la désoccidentalisation du monde, décision qui le conduit à s'éloigner de l'Europe et à produire une contre-doxa géopolitique.

Seconde ligne de faille : le rapport au monde arabe avec lequel la Russie entretient une relation originale par rapport à celui entretenu par les puissances occidentales. Dogmatique en Occident et pragmatique en Orient, elle maintient des liens historiques tout en renouvelant ses contacts avec l'ensemble des forces en présence. Elle est aussi parvenue à faire de la protection des chrétiens d'Orient un des ressorts de sa politique pour se distinguer des puissances européennes.

Le conflit en Ukraine invite à reconsidérer la place de la Russie dans l'architecture de sécurité européenne et dans le système international. Fondamentalement, les Occidentaux sont dans une logique de préservation d'un ordre fragilisé par leurs propres erreurs et les contestations extérieures, alors que la Russie est entrée dans une logique de



reconfiguration Ce sont donc les conditions d'un nouveau dialogue qu'il faut inventer si l'on souhaite stopper la logique schismatique actuellement à l'œuvre

- 1 Pour reprendre le titre de Ian Kershaw, *Choix fatidiques, Dix décisions qui ont change le monde 1940 1941*, Seuil, 2009
- 2 Vladimir Poutine, discours à l'Assemblée fédérale, 4 décembre 2014
- 3 Orlando Figes, *Crimea, the Last Crusade*, Allen Lane, 2010
- 4 Andrej Kreutz, « Syrie le meilleur atout de la Russie au Moyen Orient », *Russie Nei Visions*, n° 55, novembre 2010
- 5 Andrej Kreutz, *Russia in the Middle East, Friend or Foe ?*, Praeger, 2006
- 6 Dossier coordonné par Julien Nocetti, « La Russie au Moyen Orient », *Politique étrangère*, n° 1, 2013
- 7 Prince Turki Al-Faisal, 7<sup>e</sup> World Policy Conference, Seoul, 8 10 décembre 2014
- 8 Alicja Curanovic, « The Religious Diplomacy of the Russian Federation », *Russie Nei Reports*, n° 12, juin 2012
- 9 Michel Heller, *Histoire de la Russie et de son empire*, Plon, 1997, rééd Champs Flammarion, 1999, p 23
- 10 Sur ce débat, voir Helene Carrere d'Encausse, *la Russie entre deux mondes*, Fayard, 2010, p 148 163
- 11 James H Billington, *Russia in Search of Itself*, Woodrow Wilson Center Press, 2004, p 73
- 12 Helene Carrere d'Encausse, *la Russie entre deux mondes, op cit*, p 227
- 13 Andrei Tsygankov, *Whose World Order ? Russia's Perception of American Ideas after the Cold War*, University of Notre Dame, 2004
- 14 Andrei Tsygankov, « La Russie et le Moyen Orient entre islamisme et occidentalisme », *Politique étrangère*, n° 1, 2013, p 87
- 15 Thomas Gomart, *Russian Civil Military Relations Putin's Legacy*, Carnegie Endowment for International Peace, 2008
- 16 Pavel K Baev, *Russian Energy Policy and Military Power*, Routledge, 2008, p 2
- 17 Lawrence Freedman, « Ukraine and the Art of Limited War », *War on the rocks*, 8 octobre 2014
- 18 Igor Delanoe, « La Crimée, un bastion stratégique sur le flanc méridional de la Russie », Fondation pour la recherche stratégique, note n° 14, novembre 2014
- 19 Roy Allison, « Russian 'deniable' intervention in Ukraine how and why Russia broke the rules », *International Affairs*, n° 6, 2014, p 1280
- 20 NATO Defense College, « The Role of the Wider Black Sea Area in a Future European Security Space », *NDC Occasional Paper*, n° 11, décembre 2005
- 21 Thomas Gomart, « Crimée retour du passé et fuite en avant », *Revue des Deux Mondes*, juin 2014, p 63 71
- 22 Jeffrey Mankoff, « US Russian Relations, The path ahead after the crisis », *Potomac Paper*, n° 22, Institut français du développement stratégique, décembre 2014, p 21
- 23 Angela E Stent, *The Limits of Partnership US Russian Relations in the Twenty First Century*, Princeton University Press, 2014
- 24 Andrei P Tsygankov, *Russophobia, Anti Russian Lobby and American Foreign Policy*,





Palgrave Macmillan, 2009

25 Entretien au Departement d'État, 3 4 juin 2014

26 Sotchi, XI<sup>e</sup> club Valdai, 22 24 octobre 2014

27 Dominic Lieven, *Empire The Russian Empire and Its Rivals*, Pimlico, 2002

28 Julien Nocetti, « Le Kremlin a La Mecque le pelerinage saoudien de la diplomatie russe », *Russie Nei Visions*, n° 52, juin 2010

29 Pavel Felgengauer, « Ukraine les arriere pensees de Vladimir Poutine », entretien avec Galia Ackerman, *Politique internationale*, n° 145, 2014, p 273 274

30 Colin S Gray, *Another Bloody Century Future Warfare*, Weidenfeld & Nicolson Ltd , 2005 (*la Guerre au XXI<sup>e</sup> siecle Un nouveau siecle de feu et de sang*, traduit par Philippe Voute, Economica, 2008, p 54 55)

31 Bobo Lo, *Axis of Convenience, Moscow, Beijing, and the New Geopolitics*, Brookings Institution Press, 2008

32 Bobo Lo, « Russia's Eastern Direction Distinguishing the Real from the Virtual », *Russie Nei Reports*, n° 17, janvier 2014

33 Morena Skalamera, « The Sino Russian Gas Partnership Explaining the 2014 Break through », Harvard Kennedy School, Belfer Center for Science and International Affairs, novembre 2014

34 Julien Nocetti, « Puissances émergentes et internet vers une "troisieme voie" ? », *Politique étrangere*, n° 4, 2014, p 45 46

35 Stephan Halper, *The Beijing Consensus, How China's Authontarian Model Will Dominate the Twenty First Century*, Basic Books, 2010